



**Doc. 13727**

12 mars 2015

## **Election de juges à la Cour européenne des droits de l'homme<sup>1</sup>**

### **Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Monaco**

#### **Communication**

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

---

1. Conformément à l'article 22 de la Convention européenne des droits de l'homme.



**Sommaire**

**Page**

1. Liste et curricula vitae des candidats proposés par le Gouvernement de Monaco .....	3
Annexe 1 – Fabienne GUIEN .....	5
Annexe 2 – Stéphanie MOUROU-VIKSTRÖM .....	8
Annexe 3 – Philippe ORENGO .....	12

## 1. Liste et curricula vitae des candidats proposés par le Gouvernement de Monaco

*Lettre de M. Gabriel Revel, Adjoint au Représentant Permanent de la Principauté de Monaco auprès du Conseil de l'Europe, à Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire, en date du 20 février 2015*

[...]

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, un dossier émanant de S.E.M. le Ministre d'Etat Michel Roger, relatif aux curricula vitae des trois candidats monégasques à l'élection du juge au titre de Monaco à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

[...]

\*\*\*\*\*

*Lettre de M. Michel Roger, Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco auprès du Conseil de l'Europe, à Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire, en date du 19 février 2015*

[...]

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, les curricula vitae en français et en anglais des trois candidats retenus par le Gouvernement Princier dans la perspective de l'élection de juges à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Ces trois candidats sont les suivants :

- Mme GUIEN Fabienne
- Mme MOUROU-VIKSTRÖM Stéphanie
- M. ORENGO Philippe

Je précise que ces candidatures ont été préalablement examinées par le Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection de juges à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

[...]

\*\*\*\*\*

*Informations sur la procédure de sélection nationale au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme*

Le Gouvernement monégasque a publié au Journal de Monaco un appel à candidatures dans l'édition n°8159 du 7 février 2014, donnant lieu au dépôt de trois candidatures. L'appel à candidatures contenait des indications sur le déroulement de la procédure afin de répondre aux exigences de transparence. Les postulants ont disposé d'un délai de deux mois pour déposer leur candidature.

Les critères prévus par l'avis sont les suivants :

- Jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des juristes possédant une compétence notoire, conformément à l'article 21, paragraphe 1<sup>er</sup> de la Convention européenne des droits de l'homme ;
- Les candidats doivent être en mesure d'exercer leurs fonctions au moins la moitié du mandat de neuf ans avant d'atteindre l'âge de 70 ans, comme prévu par l'article 23 de la Convention européenne des droits de l'homme ;
- Posséder, outre une bonne connaissance du droit national et du droit international public, une solide formation et une pratique conséquente dans le domaine de la protection européenne des droits de l'homme ;
- Une connaissance suffisante de l'anglais.

Une Commission nationale de sélection a été établie, composée du Président du Haut Conseil de la Magistrature, du Président du Tribunal Suprême, du Premier Président de la Cour de Révision, du Conseiller de Gouvernement pour les Relations Extérieures et la Coopération et du délégué aux Affaires Juridiques (représentant le Ministre d'Etat).

Cette Commission s'est réunie le 5 juin 2014 et après un examen approfondi a constaté l'adéquation des trois candidatures retenues avec les dispositions pertinentes applicables.

Les candidatures ont été examinées sur dossier dans la mesure où les postulants étaient connus des membres de la Commission.

## **Annexe 1 – Fabienne GUIEN**

### **CURRICULUM VITAE**

#### **I. Etat civil**

GUIEN Fabienne

de sexe Féminin

Née le 5.11.1956 à Monaco

Nationalité monégasque

#### **II. Diplôme**

- 1992 – Thèse de doctorat de Droit Public Fondamental relative aux « Aspects juridiques du développement urbanistique de la Principauté de Monaco » ou le rôle de l'Etat de 1949 à nos jours, présentée sous la Direction du Professeur Hubert CHARLES (en présence de Monsieur le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics Bernard FAUTRIER)
- 1984 – Diplôme d'Etudes Approfondi (DEA) de Droit Public Fondamental – Mémoire relatif à la spécificité de la procédure d'expropriation en droit monégasque
- 1983 – Maîtrise de Droit Public
- 1976 – Licence de Droit Public

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

- Activité judiciaire

Aucune

- Activité professionnelle

En qualité de Secrétaire Général du Conseil Economique et Social depuis 1992

##### *a. Diverses participations:*

- En 2011 – Participation au colloque « la Charte sociale du Conseil de l'Europe: 50 ans et après? » organisé conjointement par le Comité Economique et Social Européen et le Conseil Economique, Social et Environnement français à Paris du 23.9.2011
- Participation à la Conférence de Rome du sommet EUROMED réunissant les CES de Méditerranée, sous l'égide du Comité économique et social européen, créant une commission spécifique afin de faire avancer les droits des femmes
- Lors de la Conférence d'Alexandrie des 18 et 19 octobre 2009, le CES de Monaco s'est vu confier la présidence du groupe de travail relatif au « Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la conférence de l'Union pour la Méditerranée sur le renforcement du rôle des femmes dans la société ». C'est pourquoi, sous la direction du CESE, et dans le cadre de l'EIJROMED, ce groupe de travail composé de différents CES de la Méditerranée français, italien, luxembourgeois, maltais, tunisien, et monégasque, a mené une réflexion qui a abouti à un rapport.

##### *b. Travaux:*

- En matière de logement social
- rédaction d'une résolution n° 1998-606 relative aux problèmes de logement social adoptée le 6 juillet 1998,
- direction de recherche et rédaction d'un vœu n° 2002-629 concernant l'avenir du logement social à Monaco adopté le 6 juin 2002.

- En matière de respect des droits des salariés
- Etude de droit comparé et rédaction d'un Vœu sur le harcèlement moral n° 2003-646 relatif à la prise en considération de la notion de harcèlement moral dans la législation du travail
- Rédaction d'un Avis n° 20 12-723 sur le projet de loi relative au harcèlement et à la violence au travail adopté le 6 décembre 2012
- Direction de recherche et rédaction de vœux; vœu n° 1993-559 et vœu n° 2003-638 relatifs à l'adhésion de Monaco à l'Organisation International du Travail.
- En matière d'égalité de genre
- Recherche et rédaction d'un Vœu n° 2012-720 relatif à l'approche intégrée de l'égalité homme-femme en Principauté en novembre 2013.
- En matière de protection des personnes les plus vulnérables
- Rédaction d'un Vœu n° 696 relatif aux besoins spécifiques des personnes âgées et en perte d'autonomie adopté le 4 novembre 2009
- Rédaction d'un Avis n° 715 sur le projet de loi relatif aux personnes handicapées adopté le 9 mai 2012

#### **IV. Activité et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

- En 2007 – Réunion à Monaco du 15.3.2007 de la commission des questions sociales, de la santé et de la famille dans le cadre de la présentation de la Charte sociale européenne;
- En 2006 – Participation à la rencontre avec la commission de Suivi du Conseil National dont les rapporteurs étaient MM Agramunt et Slutsky du 16 juin 2006

#### **V. Activité publique**

- Intervention au colloque mondial du Club des Soroptimist en septembre 2007 sur la CEDAW.
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Depuis 2011 au sein de l'association Femmes Leaders Mondiales de Monaco en collaboration avec GenderHopes création d'un réseau d'alerte en faveur des femmes victimes de violences - création d'un site internet et d'une journée d'action le 25 novembre.

#### **VI. Autre domaine d'activité**

Aucun

#### **VII. Travaux et publications**

Aucun

#### **VIII. Connaissance active de l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe**

- Première langue français ; Lu, écrit, parlé: très bien
- Seconde langue : Anglais: Lu, très bien ; parlé et écrit bien
- Autres langues; Italien: lu, très bien; parlé et écrit bien. Espagnol notions

#### **IX. Niveau de compétence linguistique**

Je soussignée Fabienne Guien, atteste en vertu du point IX de l'Annexe de l'appel à candidatures pour le poste de juge national à la Cour européenne des droits de l'Homme, paru au Journal de Monaco n° 8.159, Bulletin officiel de la Principauté de Monaco, du 7 février 2014.

Confirme mon intention de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre mes fonctions, ainsi que, si besoin est, au début du mandat de juge à la Cour.

**X. Installation permanente**

Je soussignée Fabienne Guien, atteste en vertu du point XI de l'Annexe de l'appel à candidatures pour le poste de juge national à la Cour européenne des droits de l'Homme, paru au Journal de Monaco n° 8.159, Bulletin officiel) de la Principauté de Monaco, du 7 février 2014.

Confirme mon acceptation de m'installer de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

## **Annexe 2 – Stéphanie MOUROU-VIKSTRÖM**

### **CURRICULUM VITAE<sup>2</sup>**

#### **I. Etat civil**

Nom, prénom: MOUROU-VIKSTRÖM Stéphanie

Sexe : féminin

Date et lieu de naissance : 1er novembre 1970 à Marseille (France)

Nationalité: monégasque

#### **II. Etude, diplômes et autres qualifications**

– Juin 1988 – Baccalauréat série D (Mathématiques et Sciences de la nature)

Admission à la préparation aux grandes écoles « Lettres supérieures » Hypokhâgnes. Lycée Masséna, Nice.

– Juin 1989 – 1<sup>ère</sup> année de droit. Université d'Aix-en-Provence.

– Juin 1990 – 2<sup>ème</sup> année de droit. Université d'Aix-en-Provence.

– Juin 1991 – Licence en droit, option droit international. Université d'Aix-en-Provence.

– Juin 1992 – Maîtrise en Droit, programme d'échange ERASMUS, année d'étude à l'Université d'Exeter (Royaume-Uni), Examen de droit passé en langue anglaise dans les matières suivantes; Public international Law, English legal history, Substantive Law of the European community, Company law.

– Juin 1993 – DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies) en droit international public. Université d'Aix en-Provence. Mention AB. Mémoire: « La libre circulation des personnes dans les accords CEE-ex-Pays de l'Est ».

– 1999 – Thèse de Doctorat d'Etat: « Les relations internationales de la Principauté de Monaco », Droit public, Université d'Aix-en-Provence, Mention très honorable, Directeur de Thèse: M. Yves DAUDET, Vice-Président de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

– 2000–2001 – Auditeur de justice à l'Ecole Nationale de la Magistrature, (ENM), Bordeaux, Obtention du Diplôme de VENM, Mention excellent,

Stage juridictionnel au Tribunal de Grande Instance de Paris

#### **III. Activité professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

– 2002 – Juge suppléant au tribunal de Première instance de Monaco.

– 2003 – Substitut du Procureur Général.

– Réquisitions orales lors des audiences pénales, direction en temps réel des investigations des services de police (gardes à vues, perquisitions, confrontations, ouverture d'informations judiciaires et suivi des dossiers, réquisitions sur l'opportunité des prorogations de mandats d'arrêts, sur les demandes de mise en liberté). règlement de dossiers d'information, traitement des dossiers d'extradition.

– Présidence du Bureau d'aide judiciaire.

– 2006 – Juge au tribunal de première instance de Monaco.

– Audiences civiles et rédaction de jugements.

– Présidence des audiences de flagrants délits, et rédaction des jugements pénaux.

– 2012 – Premier juge au tribunal de Première instance de Monaco.

---

2. Les postes ou missions en gras sont ceux occupés à l'heure actuelle.

En cette qualité: présidences régulières des audiences civiles et pénales, juge chargé du contrôle des expertises, et, à titre occasionnel, présidence des audiences commerciales, du tribunal du travail (droit social), et des audiences de référé.

Permanence en qualité de Juge des libertés et de la détention (rédaction d'ordonnances motivées sur toute demande de prolongation de garde vue).

- 2013 – **Président du Tribunal des mineurs** statuant en matière correctionnelle et criminelle.

A cette occasion, rédaction de nombreux jugements statuant sur des demandes de nullité de procédures soulevées par la défense et fondées sur l'application directe de L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (droit au silence, accès au dossier, droit à un avocat pendant la garde à vue).

#### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

- Entre 2005 et 2007 – Participation aux réunions en vue de l'élaboration des textes législatifs relatifs au statut de la magistrature de la Principauté de Monaco et à la lutte contre les violences conjugales.
- 2009 – Nomination en tant que membre de la CCIN (Commission de Contrôle des Informations Nominatives).

Adoption de recommandations encadrant les dispositifs d'identification par biométrie et de vidéosurveillance (lieux privés). Délibérations portant sur les fichiers constitués par la police (empreintes digitales et palmaires, téléprotection urbaine ...).

En charge des missions de contrôle des informations personnelles recensées sur les fichiers détenus par la Sûreté publique et le SICCFIN au titre du draft d'accès indirect des particuliers.

Rédaction de rapports sur la compatibilité des données conservées par les autorités Publiques avec la Convention 108 du Conseil de l'Europe, l'article 8 de la CEDH, et la loi monégasque sur la protection des informations nominatives.

- 2012 – Nomination en tant que juriste externe à la Grande Chambre des recours de l'organisation européenne des Brevets (OEB).

#### **IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

- Octobre 2005 – participation en tant que magistrat représentant la Principauté de Monaco au séminaire organisé à Strasbourg par le Comité Directeur pour les Droits de l'homme (CDDH) marquant l'entrée en vigueur du protocole n°12 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.
- Mai 2006 – Rédacteur de la réponse au questionnaire émanant du secrétariat général du Conseil de l'Europe (DG I Affaires juridiques) en vue de la 6<sup>ème</sup> Conférence des Procureurs généraux d'Europe. sur « les devoirs du Ministère public à Monaco à l'égard des personnes privées de leur liberté ».
- Visite d'étude à la Cour européenne des droits de l'homme:
  - 1<sup>er</sup> juin–15 juillet 2012,
  - 4 mars–12 avril 2013.

Intégration dans une division de juristes traitant principalement des affaires concernant la France et l'Ukraine. Participation active au travail quotidien de la division:

- Traitement des requêtes,
- Rédaction de projets de communications, de projets de décisions, d'arrêts,
- Présence, avec préparation préalable des dossiers, aux réunions de section de la Cour,
- Traitements des mesures provisoires (Article 39 du règlement intérieur de la Cour).
- Juillet 2012 – Participation à Strasbourg à la réunion du Conseil de l'Europe sur « le suivi des droits de l'enfant en Europe ». Table ronde sur l'accès des enfants et de leurs représentants aux mécanismes de plaintes individuelles et collectives, ta situation des enfants privés de liberté et des enfants issus de groupes minoritaires et des enfants migrants.
- 2012 – Membre de la Commission pour l'efficacité de la justice (CEPEJ)

- Participation en tant que représentant de Monaco aux réunions plénières.
- Février 2013: rédacteur du questionnaire de la CEPEJ relatif aux délais judiciaires des procédures et à l'appréciation par les Etats du « délai raisonnable».
- Membre du groupe évaluation de la CEPEJ.
- Expert désigné pour procéder à l'évaluation par les pairs du système judiciaire de l'Estonie. Avril 2014. (A venir)
- Correspondant national en charge de l'élaboration de la grille d'évaluation du système judiciaire de la Principauté de Monaco (année de référence 2012).
  - Avril 2013 – Participation à la journée de formation de l'institut international des droits de l'Homme : « La représentation des requérants devant La Cour européenne des droits de l'Homme ».
  - Mai 2013 – Participation au colloque organisé par l'Union internationale des avocats « Actualités sur la jurisprudence de la CEDH en matière civile et pénale ».
  - 2014 – Membre du Conseil consultatif des Juges européens (CCJE)

Corédacteur du questionnaire sur l'évaluation des magistrats à Monaco.

## V. Activités publiques

a. Poste dans la fonction publique

b. Mandat électif

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant

## VI. Autres activités

- Membre du jury d'examen des avocats à l'entrée au Barreau de la Principauté de Monaco.
- Membre du jury du concours des inspecteurs de police/officiers de police judiciaire et des agents de la Sûreté publique.
- Participations régulières à la formation initiale des avocats stagiaires monégasques par le biais des «Conférences du stage», consistant en la présentation de divers aspects du droit positif monégasque.
- 2006 – Désignation en qualité de Juge national des brevets

En cette qualité, participation à divers séminaires et réunions organisés par l'Office européen des brevets(OEB):

- 2007 – Visite d'études pour les Juges nationaux », à Munich,
- 2008 – Les procédures d'opposition et d'appel devant l'Office européen des brevets (OEB), à Munich,
- 2008 – Le contentieux et procédures liés aux brevets, à Ljubljana.

Participation au titre de Monaco aux colloques des Juges nationaux des brevets à Bordeaux (2008), Lisbonne, (2010), Dublin (2012) et Tallinn (2014) à venir.

- De 2004 à 2014 – Formation continue de l'Ecole Nationale de la magistrature. Exemples de sessions suivies:
  - Coopération pénale internationale (Paris),
  - Conseil de l'Europe et Cour européenne des Droits de l'Homme (Strasbourg),
  - La bioéthique, (Paris),
  - La violence et Les jeunes, (Paris),

- La Common Law, (Paris).
- La Cour de Justice de l'Union européenne (Luxembourg).
- Novembre 2012 – participation en tant que membre de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives (CCIN) Monaco, à la 6<sup>ème</sup> conférence annuelle de l'Association francophone des Autorités de Protection des données personnelles (AFAPDP),

## VII. Travaux et publications

- 1993 – Mémoire de DEA « La libre circulation des personnes dans les accords CEE-ex-Pays de l'Est », 105 p., Université d'Aix-en-Provence.
- 1993 – Co-rédaction de rapports de recherche dans le cadre du Diplôme d'Etudes approfondies (DEA):
- « La résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations Unies », 24p. Université d'Aix-en-Provence,
- « La nationalité des firmes multinationales et le draft communautaire », 19 p. Université d'Aix-en-Provence,
- « L'interprétation et la révision des décisions de justice internationale, 26p. Université d'Aix-en-Provence,
- « Le système de Lomé », 35p. Université d'Aix-en-Provence.
- 1999 – Thèse de Doctorat d'Etat: « les relations internationales de la Principauté de Monaco », publiée aux éditions Presses universitaires du Septentrion, coll. Thèse à la carte, 454 P.
- 2014 – Article de doctrine: « La difficile conciliation entre surveillance secrète et protection des libertés individuelles: un défi réussi pour la Cour européenne des Droits de l'Homme, Revue pénitentiaire et de Droit pénal, Ed. Cujas, 2014, 36 p ( à paraître)
- 2014 – Discours de rentrée de l'année judiciaire 2014 sur le sujet: « Les grandes réformes institutionnelles de la Cour européenne des Droits de l'Homme », Publication au sein de la Revue de droit monégasque (à venir).

## VIII. Langues

### a. Première langue

- Français: langue maternelle

### b. Autre langue officielle

- Anglais: Lu (TB) — Ecrit (TB) — Parlé (TB), Bilingue

Diplôme de langue anglaise délivré par le Marlborough College (Université d'Oxford)

TOEFL : 623 points.

### c. Autres langues

- Suédois: Lu (B) — Ecrit (AB) — Parlé (B)

Diplôme de la Folkuniversitet (diplôme de langue suédoise), niveau avancé.

- Espagnol: Solides connaissances.

**IX. Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue Juge la Cour européenne des Droits de l'Homme.**

## **Annexe 3 – Philippe ORENGO**

### **CURRICULUM VITAE**

#### **I. Etat civil**

Nom : ORENGO

Prénom : Philippe

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance : 13 novembre 1953 à Monaco (Principauté de Monaco)

Nationalité : française

#### **II. Etudes, diplômes et autres qualifications**

- Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Promotion 1977)
- Diplômé d'études approfondies de sciences politiques, IEP Paris (1979)
- Diplômé d'allemand (Institut Goethe, 1973)

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

La juridiction administrative dont je suis membre n'a pas d'activités judiciaires à proprement dire, elle a néanmoins à en connaître: en premier lieu, en statuant en matière pénale au titre des contraventions de grande voirie, en deuxième lieu, dans le cadre des questions préjudicielles et, en troisième lieu, par analogie, dans les contentieux relatifs aux libertés fondamentales (en particulier, le contentieux des étrangers).

##### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

Au titre de mes activités passées dans la fonction publique territoriale au cabinet du Maire de Paris puis dans la fonction publique d'Etat en qualité de sous-préfet, exercice du contrôle de légalité a priori des actes administratifs.

Mes fonctions juridictionnelles au Tribunal administratif de Nice sont décrites au point IV ci-après.

Au titre de mes activités complémentaires de Conseiller d'Etat de la Principauté de Monaco (depuis le 5 juillet 2008), j'exerce des fonctions de rapporteur dans les domaines dévolus à l'institution par l'article 52 de la Constitution de la Principauté de Monaco.

Au titre de mes activités de membre du Comité supérieur de l'urbanisme de la Principauté de Monaco, j'exerce des fonctions consultatives ayant trait à l'application de la législation et de la réglementation en matière d'urbanisme.

Au titre de mes activités au sein du Comité Monégasque Antidopage, j'exerce des fonctions à caractère décisionnel faisant application de la législation et de la réglementation du sport et de la lutte contre le dopage ainsi que des stipulations de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment dans le cadre de l'action disciplinaire dévolue à la chambre disciplinaire de ce Comité.

##### *c. Description des activités professionnelles non juridiques*

Sans objet

#### **IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

Tant au titre de mes fonctions passées au cabinet du maire de Paris (du 1<sup>er</sup> janvier 1980 au 31 décembre 1987) où j'étais notamment chargé des relations avec le monde associatif et des relations avec les cultes, qu'au titre de mes fonctions dans le corps des sous-préfets ( du 1<sup>er</sup> janvier 1988 au 30 juin 1994) où j'étais en

particulier chargé du contrôle de légalité des actes administratifs et, enfin, au titre de mes activités juridictionnelles au sein du Tribunal administratif de Nice (depuis le 1er juillet 1994), initialement au grade de conseiller exerçant des fonctions de juge unique et de membre d'une formation collégiale de jugement, puis au grade de premier conseiller exerçant les fonctions de commissaire du gouvernement (rapporteur public) depuis 1996 et enfin, au grade de président dans le corps des conseillers de tribunal administratif et de cour administrative d'appel exerçant les fonctions de vice-président du tribunal administratif de Nice, de président de formation collégiale de jugement, de juge unique et de juge des référés, j'ai eu à connaître, à prononcer des conclusions ou à juger des litiges mettant en cause les droits directement ou indirectement garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la plupart des domaines contentieux relevant du droit public et, en particulier, en matière de libertés publiques, de contentieux des étrangers (mesures d'éloignement, notamment) et du droit d'asile, de contentieux du travail et de l'emploi, du contentieux social, du contentieux de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du contentieux des élections municipales et cantonales et du contentieux de l'éducation. Dans ce cadre, j'ai eu à appliquer, à des titres divers, l'ensemble des articles de la convention européenne précitée ainsi que l'ensemble des articles de ses protocoles additionnels.

## V. Activités publiques

- conseiller d'Etat de la Principauté de Monaco
- membre expert du Conseil supérieur de l'urbanisme de la Principauté de Monaco, organisme consultatif, depuis le 4 octobre 2009
- membre du Comité monégasque antidopage, président de la commission disciplinaire, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et président de ce Comité depuis le 1er janvier 2015

## VI. Autres Activités

Action humanitaire et sociale depuis l'an 2000 en qualité de conseiller et membre de l'association nationale monégasque de l'Ordre de Malte

## VII. Travaux et publications

- "The European Elections, The Rules of the Game", Elsevier, Amsterdam, 1979;
- « Les élections européennes, le cas du Danemark », Fondation nationale des Sciences Politiques, Paris, 1979;
- « Les Pays d'Europe occidentale », La Documentation Française, Paris (articles annuels sur le Danemark, l'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède, de l'année 1979 à l'année 2002 — cette revue n'ayant plus été publiée après cette année-là);
- « Les systèmes politiques des pays de l'Union européenne », Armand Colin, U Droit, Paris, 1994 (ouvrage collectif sous la direction d'Yves Guchet);
- « La Finlande en Europe », Faculté de Droit Jean Monnet, Université de Paris Sud, 1990;

Diverses notes et articles dans des publications françaises et étrangères (dictionnaire Larousse universel, actualité juridique du droit administratif, bulletin de la société de géographie de Lisbonne, etc..). Diverses conférences universitaires ou communications à des colloques juridiques en France ou à l'étranger, notamment sur des questions de procédure ou de fond en droit public.

## VIII. Langues

- Première langue: Français
- Langues officielles:
- Anglais : lu (très bien) écrit (bien) parlé (très bien)
- Allemand lu (très bien), écrit (bien), parlé (très bien)
- Danois, lu (très bien, écrit (très bien) parlé (très bien)

**IX. Je confirme mon intention, le cas échéant, d'approfondir mes connaissances en anglais juridique.**

**X. Autres éléments pertinents**

Sans objet

**XI. Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour**